



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

Soixante-quatrième Assemblée Mondiale de la Santé

Déclaration de Monsieur Mars Di Bartolomeo

Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale
du Grand-Duché de Luxembourg

Genève, 17 mai 2011

Monsieur le Président
Madame la Directrice générale,
Mesdames, Messieurs les Ministres
Mesdames, Messieurs les délégués,

Il nous reste à peine quatre ans pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Quatre ans pour atteindre les objectifs surtout en matière de mortalité infantile et de mortalité maternelle où les écarts restent les plus préoccupants. Quatre ans aussi pour atteindre tous les objectifs en matière de santé de manière durable et, à cet effet, pour mettre en place des systèmes de santé efficaces et adaptés.

L'accès universel à la sécurité sociale et donc aussi aux soins de santé pour tous est une autre voie qui mérite notre plein appui.

Je me félicite, dans le même contexte, que le Document final adopté lors du Sommet de New York, a reconnu l'importance de la création de capacités de production que j'avais souligné ici même en 2010. En effet, c'est le développement d'un appareil productif et d'un maximum d'emplois qui est de nature à engendrer des revenus pour les personnes et pour l'Etat et qui contribue à assurer le financement des systèmes de santé sur une base plus autonome, plus durable et plus solidaire.

Malgré la crise économique et financière qui n'a pas épargné mon pays, le Luxembourg a pu réserver, en 2010, une Aide Publique au développement de 1,09 % de son revenu national brut (RNB). C'est le secteur de la santé qui est l'un des secteurs prioritaires de notre politique de coopération. Sur le plan multilatéral, c'est l'OMS qui compte parmi les principaux bénéficiaires de notre action y compris par la mise en œuvre, sur une base prévisible, d'un accord-cadre en vigueur depuis plusieurs années.

Même en situation plus difficile, notre engagement financier reste assuré. Ce n'est que par ce biais que nous pouvons assurer à l'OMS la transparence et l'indépendance que nous lui réclamons.

Une indépendance qui est vitale pour l'OMS et partant pour nos démarches de santé publique. Preuve à l'appui, la polémique autour de la gestion de la pandémie de grippe qui a remis en cause nos priorités en matière de vaccination.

Je tiens à dire à notre Directeur général vous avez entièrement raison : on ne peut pas demander à l'OMS de tout faire, d'être partout à la fois et de lui refuser les moyens y compris financiers indispensables.

Nous avons besoin, le monde a besoin d'une Organisation Mondiale de la Santé forte, efficace, efficiente, capable d'assumer son rôle éminemment important de chef de file dans le domaine de la santé, une tâche qui devient de plus en plus complexe avec l'émergence de nouveaux risques, le développement de nouvelles technologies très coûteuses et l'impact de plus en plus important des décisions politiques prises dans les autres secteurs. Il est indispensable qu'une réforme significative de notre Organisation aille de pair avec la consolidation de son financement.

L'augmentation des maladies chroniques non transmissibles représente un vrai défi pour la santé dans le monde. Ces maladies risquent d'anéantir les efforts fournis pendant des décennies pour élever le niveau de la santé de nos populations, et d'entraîner dans leur sillage la mort, la pauvreté et la misère. La lutte contre les maladies chroniques non transmissibles et la lourde charge qu'ils font peser sur nos systèmes de santé est un enjeu majeur de santé publique de nos sociétés et nécessite dès lors la mise en place d'actions conjointes au niveau mondial.

Une grande partie des maladies chroniques seraient évitables si on appliquait de façon plus stricte les mesures préventives connues telles qu'une alimentation saine et plus équilibrée, l'exercice physique, la lutte contre le tabagisme et l'usage nocif de l'alcool. C'est d'ailleurs fort de cette conviction que mon gouvernement s'est attelé ces dernières années à lancer une série de mesures visant à combattre ces facteurs de risque.

D'une manière générale, il s'agit d'une part de changer le comportement humain et de modifier nos sociétés de telle façon que les choix en faveur d'un mode de vie sain soient rendus plus faciles et, d'autre part, de promouvoir des systèmes de soins de santé primaires bien développés et compétents pour stimuler la prévention et la prise en charge précoce et correcte de ces maladies. Ceci n'est pas sans me rappeler la pertinence du discours d'un célèbre médecin épidémiologiste du début du siècle dernier qui disait :

« Par sa manière de vivre, chaque société crée sa manière de mourir ».

L'OMS a développé dès 2008 un plan d'action sur 5 ans pour la lutte contre les maladies non transmissibles. Déclarer cette lutte comme une des préoccupations majeures de cette organisation a sûrement amélioré la prise de conscience du grand public et inspiré différents gouvernements à initier, voire à renforcer leurs propres plans d'action nationaux. Je me félicite de l'adoption par notre Assemblée, en mai 2010 d'une résolution sur cette question. Nous avons ainsi contribué à la préparation de la réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles qui se tiendra en septembre prochain à New York. C'est une occasion unique pour la communauté internationale de mettre au point une stratégie commune contre ces fléaux. Le Luxembourg compte assumer pleinement le rôle de co-facilitateur pour cette réunion qui lui a été confié.

Les difficultés d'accès aux médicaments nécessaires, donc à des prix abordables, peuvent poser de graves problèmes, surtout dans de nombreux

pays en développement. La pratique de prix différenciés selon les pays et la production de génériques par les entreprises pharmaceutiques sont des pistes qui doivent être encouragées par l'OMS.

Monsieur le Président,

Madame la Directrice générale,

S'agissant de la réforme, nous savons que dans le domaine de la santé, nous sommes en présence d'un grand nombre d'acteurs gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. Nous avons aussi à traiter avec un large éventail d'autres organisations internationales. Un sérieux problème de coopération, de coordination et de transparence est dès lors posé. Je serais en faveur d'une structure permettant de réunir tous ces acteurs autour d'une même table et de faciliter ainsi le dialogue, le networking et une meilleure coopération.

Finalement, permettez-moi de vous dire que le Luxembourg est heureux, aujourd'hui, d'apporter à l'OMS, ensemble avec ses partenaires de l'UE, un soutien résolu, en souhaitant vivement qu'elle puisse mener à terme une réforme qui lui permettra de répondre de manière adaptée aux défis de notre temps.

Je vous remercie de votre attention.